



RAPPORT SPÉCIAL

ZIMBABWE

5 juillet 2004

Faits saillants

- La mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires qui s'est rendue au Zimbabwe en 2004 a été écourtée; elle a été présente dans le pays pendant 12 jours au lieu des 19 prévus et s'est rendue dans trois des huit provinces du pays. Sur la base d'évaluations sur le terrain, d'informations recueillies auprès de multiples sources (statistiques officielles, données pluviométriques, images satellite, entretiens approfondis avec divers experts du secteur pendant et après la mission, et expérience des précédentes missions d'évaluation au Zimbabwe¹), la production céréalière de cette année est estimée à un peu plus de 950 000 tonnes², la marge d'erreur étant de 10 pour cent. Des précipitations inférieures à la moyenne et mal réparties dans les provinces de Mashonaland, grande région productrice de maïs, expliquent pour l'essentiel ce résultat. Parmi les autres facteurs, on peut citer la puissance insuffisante de traction, les pénuries de semences de qualité, d'engrais et de main-d'oeuvre, ainsi que les problèmes rencontrés par les agriculteurs de la catégorie A2³ pour cultiver de vastes superficies de maïs.
- Avec une population de 11,9 millions d'habitants à la mi-2004/05, l'utilisation céréalière totale devrait atteindre près de 2,35 millions de tonnes. De ce fait, les besoins d'importations céréalières du pays seront vraisemblablement élevés, à savoir près de 1,3 million de tonnes.
- Au 1er avril 2004, des sources bien informées établissaient le niveau des stocks de maïs détenus par l'Office de commercialisation des céréales à 60 000 tonnes environ. Les stocks de céréales détenus au total par le secteur privé ont été estimés à environ 45 000 tonnes. Les capacités totales d'importations céréalières (maïs) du gouvernement sont estimées à 620 000 tonnes au moins (220 000 tonnes dans la filière au titre de contrats passés l'an dernier et au moins 400 000 tonnes devant être achetées pendant l'année en cours). Cette capacité s'explique par l'amélioration des disponibilités de devises en raison du contrôle plus strict exercé par le gouvernement sur les opérations en devises, notamment les envois de fonds par les Zimbabwéens résidant à l'étranger. Le déficit de 285 000 tonnes de blé et de riz devrait être couvert par des importations commerciales. Compte tenu de l'aide alimentaire déjà promise ou disponible dans le pays, le déficit céréalier non couvert devrait atteindre environ 325 000 tonnes. À moins d'une nouvelle baisse de l'utilisation totale, ce déficit devra être comblé par des importations vivrières commerciales supplémentaires et/ou par l'aide alimentaire.
- On estime que 30 à 40 pour cent des agriculteurs pourraient épuiser les ressources vivrières tirées de leur propre production dans les deux à trois mois (à la fin juin ou en juillet). Leurs mécanismes d'adaptation déjà affaiblis seront encore mis à rude épreuve et risquent d'arriver à leur point de rupture. La crise économique qui sévit actuellement, avec une inflation restant de l'ordre de 600 pour cent par an, accentuera les difficultés que connaissent les groupes les plus pauvres, notamment les chômeurs et les personnes sous-employées dans les villes. Les membres des ménages appartenant à ces catégories de population auront probablement besoin d'une aide de toute urgence. Le dernier rapport du Comité d'évaluation de la vulnérabilité indique que 2,3 millions de personnes en zone rurale ne pourront pas satisfaire leurs besoins alimentaires en 2004/05. À la fin 2003, ce Comité avait aussi estimé⁴ que 2,5 millions de personnes dans les villes souffraient d'insécurité alimentaire.

¹ Les deux membres de la mission représentant la FAO avaient participé à des missions similaires au Zimbabwe en 2002 et 2003.

² Plus de 975 000 tonnes, y compris l'orge.

³ Deux modèles de réinstallation ont été définis (A1 et A2). Prière de se reporter à la section 3.4 pour une explication de ces termes.

⁴ octobre 2003.

1. VUE D'ENSEMBLE

Le présent rapport est fondé sur des évaluations sur le terrain de la situation agricole dans trois provinces, Mashonaland Ouest, Manicaland et Matabeleland Nord, qui représentent environ un tiers de la production céréalière totale. Les cultures sur pied dans d'autres régions productrices ont été également observées par la mission en route pour les trois provinces susmentionnées. Grâce à des observations approfondies directes, associées à d'autres inspections visuelles et aux informations recueillies auprès de sources indépendantes, notamment de divers experts du secteur, les auteurs pensent avoir obtenu des renseignements fiables sur des superficies assurant environ 50 pour cent de la production céréalière nationale. Après avoir rassemblé des renseignements sur la campagne agricole, l'état des cultures sur pied, les données pluviométriques, le nombre de réensemencements nécessaires dans diverses régions, les pénuries de chaque type d'intrants agricoles (animaux de traction, semences de qualité, engrais, main-d'oeuvre et crédit), ainsi que les images satellite de plusieurs décades consécutives, la mission estime la production céréalière de cette année à un peu plus de 950 000 tonnes, plus ou moins 10 pour cent du fait des incertitudes qui demeurent. Les principaux facteurs expliquant ce résultat sont décrits à la section 3 ci-dessous.

Dans les régions du pays où la mission s'est rendue, des entretiens avec des fonctionnaires locaux de recherche et de vulgarisation agricoles (AREX) et des agriculteurs ont indiqué que 30 à 40 pour cent de la population de ces régions connaîtraient non seulement des pénuries alimentaires dans les 2 à 3 prochains mois (c'est-à-dire d'ici juin-juillet), mais pourraient aussi épuiser tous leurs mécanismes d'adaptation, ou ne disposer que de mécanismes limités. Les ménages dirigés par une femme, les enfants et les personnes âgées seront particulièrement vulnérables. La pandémie de VIH/SIDA laisse impuissant un nombre croissant de ménages, du fait du décès du principal soutien de famille. Bon nombre d'autres personnes auront épuisé leurs stocks de denrées alimentaires dans les 5 à 6 mois. Toutefois, nombre d'entre elles pourront faire face à la situation en vendant du bétail, en se consacrant à l'orpaillage, en faisant la cueillette, ou en dépendant des envois de fonds effectués par des parents qui travaillent en ville au Zimbabwe ou à l'étranger.

Bien que l'état du bétail ait semblé assez bon dans la plupart des régions visitées, de nombreuses pertes se sont produites pendant la longue sécheresse de novembre-décembre 2003, et l'incidence de la fièvre aphteuse a durement touché le secteur. Les prix du bétail sont faibles dans certaines régions du fait de l'atonie de la demande, parfois de l'ordre de 700 000 dollars zimbabwéens à 1 million de dollars zimbabwéens seulement par tête, mais considérablement plus élevés (environ 1,5 million de dollars zimbabwéens) en d'autres endroits. Une partie considérable des ménages ne possède plus de bétail du tout (bovins, caprins, ovins ou ânes); dans le Matabeleland, traditionnellement tributaire de l'élevage, on signale qu'environ la moitié des ménages sont désormais dans ce cas.

Pour 2004/05, les besoins de consommation humaine (sur la base du recensement démographique de 2002, tel qu'actualisé, et d'une utilisation fixée à 163 kg de céréales par personne et par an) devraient atteindre près de 1,94 million de tonnes. De ce fait, les besoins d'importations de céréales pour 2004/05 devraient avoisiner au total 1,3 million de tonnes.

Malgré le recul important de la production de tabac signalé cette année, les réserves de devises ont augmenté du fait des contrôles plus stricts exercés par le gouvernement sur les opérations en devises, notamment les envois de fonds en provenance de l'étranger. Même avec les divers besoins de devises, le gouvernement aura les moyens d'importer des quantités considérables de céréales vivrières, en particulier de maïs.

À la fin mars 2004, on estimait que l'Office de commercialisation des céréales détenait environ 60 000 tonnes de maïs⁵, et 220 000 autres tonnes de maïs ont été commandées l'an dernier et doivent être livrées en 2004. À supposer que l'Office de commercialisation des céréales importe 400 000 tonnes supplémentaires par des voies commerciales et que le secteur privé comble le déficit de blé et de riz estimé à 285 000 tonnes, les importations commerciales totales pendant la présente campagne de commercialisation devraient se situer à un peu plus de 900 000 tonnes. Étant donné que 60 000 tonnes d'aide alimentaire sont disponibles dans le pays, le déficit céréalier non couvert resterait important, à savoir environ 325 000 tonnes en 2004/05, et il faudrait le combler par de nouvelles importations commerciales et/ou par l'aide alimentaire.

⁵ Selon certains observateurs indépendants, ce chiffre pourrait être beaucoup plus élevé.

Le présent rapport a été préparé par MM. Q.K. Ahmad et J. Breen sous la responsabilité du Secrétariat de la FAO à partir d'informations provenant de sources officielles et autres. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser à M. Henri Josserand, Chef, SMIAR, FAO, (Télécopie: 0039-06-5705-4495, Mél: giews1@fao.org) pour tout complément d'information le cas échéant.

Veillez noter qu'il est possible d'obtenir le présent Rapport spécial sur le site Internet de la FAO (www.fao.org) à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/giews/>

Il est également possible de recevoir automatiquement, par messagerie électronique, les Alertes spéciales et les Rapports spéciaux, dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un message électronique à l'adresse suivante: mailserv@mailserv.fao.org sans rien écrire dans la ligne "sujet" et en indiquant le message suivant:

subscribe SMIARAlerts-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message:

unsubscribe SMIARAlerts-L